

Ecole élémentaire Jean Jaurès – PEYNIER (13790)

RÈGLEMENT INTERIEUR **(approuvé en Conseil d'école le 9 novembre 2017)**

Article 1. Admission et inscription des élèves.

Doivent être présentés à l'école élémentaire, à la date de la rentrée scolaire, les enfants ayant six ans révolus au 31 décembre de l'année en cours.

La mairie de Peynier accorde une délégation d'inscription à la directrice, qui procède ainsi à la fois à l'inscription et à l'admission à l'école élémentaire sur présentation par la famille du livret de famille, d'un document de santé attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge (ou justifie d'une contre-indication) et d'un justificatif de domicile principal dans la commune de Peynier. *Les admissions pour les enfants domiciliés à l'extérieur de la commune se font sous réserve d'une demande préalable de dérogation auprès de monsieur le maire.*

En cas de changement d'école, un certificat de radiation émanant de l'école d'origine doit être impérativement présenté ainsi que le livret scolaire de l'élève, si celui-ci a été remis aux personnes disposant de l'autorité parentale. La directrice se chargera de le réclamer à l'école d'origine en cas de besoin.

La directrice est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits. Lors de l'inscription de l'élève, puis à chaque rentrée scolaire, elle recueille puis actualise les coordonnées exactes de la (ou des) personne(s) qui exercent l'autorité parentale. L'autorité parentale confère à la personne qui la détient le droit de surveillance de l'éducation de l'enfant : à ce titre, dès lors que l'école possède ses coordonnées, elle doit être informée des conditions de scolarisation de l'enfant (vie de l'école, résultats scolaires de l'enfant ...). Ce droit ne peut être exercé que dans un cadre juridiquement établi.

L'adresse postale de la (ou des) personne(s) qui exercent l'autorité parentale ne peut être communiquée à des tiers sans l'autorisation expressément écrite des intéressés. Lors de la première admission de l'enfant à l'école et à chaque rentrée scolaire, les intéressés établissent une déclaration à cet effet, notamment à l'intention des associations de parents d'élèves.

Article 2. Fréquentation et obligation scolaires.

Dès lors que l'enfant y est inscrit, la fréquentation régulière de l'école élémentaire est obligatoire. Les représentants légaux de l'élève sont responsables des manquements à l'obligation scolaire de leur enfant.

Les absences sont consignées, chaque demi-journée, dans un registre spécial tenu par chaque enseignant. La directrice et l'enseignant d'une part, et les familles, d'autre part, s'informent mutuellement des absences par le biais du cahier de liaison, la messagerie électronique de l'école (ce.01310411@ac-aix-marseille.fr) ou par téléphone.

Aux termes de l'article L. 131-8 du code de l'éducation, le (ou les) représentant(s) légal (légaux) de l'élève doivent faire connaître, sans délai, à la direction de l'école, les motifs légitimes de l'absence (maladie, absence de transport, ...). En cas de maladie contagieuse, un certificat médical attestant la non contagion ou la guérison doit être produit au retour à l'école.

Toutefois, des autorisations d'absence à caractère exceptionnel peuvent être accordées par la directrice, sur demande écrite des familles, pour répondre à des situations motivées, dès lors que ces absences ne nuisent pas au déroulement de la scolarité de l'enfant.

En cas d'absentéisme lourd et persistant, non motivé, les responsables légaux de l'élève s'exposent à des sanctions judiciaires prévues par le décret n° 2004-162 du 19 février 2004.

Article 3. Horaires et aménagement du temps scolaire.

Les horaires de l'école sont : 8h30 - 11h30 le matin et 13h30 - 16h30 l'après-midi les lundis, mardis, jeudis. Les mercredis et vendredis, les élèves n'ont classe que le matin, aux mêmes horaires ; les N.A.P proposés par la mairie étant regroupés en 3 heures chaque vendredi après-midi.

Les familles sont tenues de respecter le calendrier scolaire et d'éviter les départs en vacances en dehors des dates officielles.

Article 4. Vie scolaire.

La vie des élèves et l'action des enseignants sont organisées de manière à permettre d'atteindre les objectifs fixés à l'article premier du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990.

Le devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et ses convictions et le refus de toute forme de discrimination s'impose à tous dans l'école.

L'école est un lieu privilégié pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle assure et promeut le principe d'égalité et de respect mutuel entre les sexes.

Le maître s'interdit tout comportement, tout geste ou parole qui traduirait indifférence ou mépris à l'égard de l'élève ou de sa famille, ou qui serait susceptible de blesser la sensibilité des enfants.

De même, les élèves, comme leurs familles, doivent s'interdire tout comportement, geste ou parole qui porterait atteinte à la fonction ou à la personne du maître et au respect dû à leurs camarades ou aux familles de ceux-ci.

La laïcité, principe constitutionnel de la République, est l'un des fondements de l'école publique. L'exercice de la liberté de conscience, dans le respect du pluralisme et de la neutralité du service public, et le rôle éducatif reconnu aux familles, soumettent les agents contribuant au service public de l'éducation à un strict devoir de neutralité qui leur interdit le port de tout signe manifestant des convictions religieuses. Ils doivent également s'abstenir de toute attitude qui pourrait être interprétée comme une marque d'adhésion ou, au contraire, de défiance, à l'égard de convictions religieuses, philosophiques ou politiques.

La neutralité du service public est un gage d'équité et de respect de l'égalité de tous. Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du code de l'éducation, dans les écoles, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève méconnaît cette interdiction, la directrice organise un dialogue avec cet élève et les personnes disposant de l'autorité parentale et informe l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription, avant d'envisager toute autre mesure. En relation avec ce dernier, l'inspecteur d'académie apporte tout le soutien nécessaire à la recherche d'une solution conforme à la loi.

L'enseignement public dispensé dans les écoles maternelles et les écoles élémentaires est gratuit (cf. : code de l'éducation, art. L. 132-1). Seules peuvent être organisées au sein de l'école les collectes autorisées au niveau national par le ministre chargé de l'éducation.

Au sein de l'école, et pendant le temps scolaire, les souscriptions ou tombolas ne peuvent être organisées que par les associations péri-éducatives ou de parents d'élèves de l'école, sur proposition de la directrice et après avis du conseil d'école.

Les pratiques commerciales et publicitaires sont interdites dans les écoles publiques.

Concernant le droit à l'image, les parents d'élèves qui accompagnent les classes lors de sorties scolaires ne sont autorisés à prendre des photographies qu'après accord de l'enseignant de la classe.

Article 5. Récompenses et sanctions.

Conformément aux dispositions de la circulaire n° 98-194 du 2 octobre 1998, il convient d'appliquer les principes d'un comportement citoyen au sein de l'école : respect de soi et d'autrui, responsabilité et solidarité. Il est du devoir de chacun de contribuer à la préservation de ces valeurs fondamentales dont l'institution scolaire est la garante. Aucune forme de violence ne peut être tolérée à l'école : violence verbale ou physique, atteinte aux personnes et aux biens personnels et collectifs.

Tout châtime corporel est strictement interdit.

Le maître ou l'équipe pédagogique de cycle doit obtenir de chaque élève un travail à la mesure de ses capacités. En cas de travail insuffisant, après s'être interrogé sur ses causes, le maître ou l'équipe pédagogique de cycle décidera des mesures appropriées.

Les manquements au règlement intérieur de l'école peuvent donner lieu à des réprimandes qui sont portées à la connaissance des familles.

Un élève ne peut être privé de la totalité de la récréation à titre de punition. Il est permis d'isoler de ses camarades, momentanément et sous surveillance, un élève dont le comportement peut être dangereux pour lui-même ou pour les autres.

Dans le cas de difficultés particulièrement graves affectant le comportement de l'élève dans son milieu scolaire, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative.

Le médecin chargé du contrôle médical scolaire et/ou un membre du réseau d'aides spécialisées devront obligatoirement participer à cette réunion.

S'il apparaît, après une période probatoire d'un mois, qu'aucune amélioration n'a pu être apportée au comportement de l'enfant, une décision de changement d'école pourra être prise par l'inspecteur de l'éducation nationale, sur proposition de la directrice et après avis du conseil d'école, le maire en étant informé. La famille doit être consultée sur le choix de la nouvelle école. Elle peut faire appel de la décision de transfert devant le directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

Toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des personnes est proscrite. Elle expose son auteur aux sanctions ou poursuites de droit. Les victimes font l'objet d'un accompagnement adapté.

Article 6. Usage des locaux - Hygiène et sécurité.

L'ensemble des locaux scolaires est confié à la directrice, responsable de la sécurité des personnes et des biens, sauf lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 21215 du code de l'éducation, qui permettent au maire d'utiliser, sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Doivent être considérées comme nécessaires aux besoins de la formation initiale et continue les activités suivantes :

- ❑ les activités d'enseignement proprement dites, à savoir les heures d'enseignement obligatoire, y compris les enseignements de langue et culture d'origine (intégrés ou différés), les activités pédagogiques complémentaires ainsi que les actions de formation continue ;
- ❑ les activités directement liées aux activités d'enseignement, ou qui en constituent un prolongement, notamment les réunions des équipes pédagogiques, du conseil des maîtres de cycle ou du conseil d'école, ainsi que les réunions syndicales organisées dans le cadre du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié, relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction

publique et les réunions tenues par les associations de parents d'élèves dûment déclarées (affiliées à une fédération ou locales) qui participent à la vie de l'école.

Lorsque le maire utilise les locaux scolaires et(ou) les installations sportives rattachées à ces locaux, il prend les dispositions nécessaires pour que les locaux et(ou) installations sportives soient restitués dans un état de propreté et d'utilisation compatible avec le bon fonctionnement du service d'enseignement.

Le nettoyage des locaux est assuré par le personnel municipal. Il est quotidien et l'aération est suffisante pour les maintenir en état de salubrité. Ce nettoyage s'effectue hors temps scolaire et hors de la présence des enfants.

Les élèves accueillis à l'école doivent être en état de santé et de propreté satisfaisants. Ils sont, en outre, encouragés par leur maître à la pratique quotidienne de l'ordre et de l'hygiène.

Conformément aux dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982, un registre hygiène et sécurité est mis en place dans chaque école ; il est conservé par la directrice de l'école ; une synthèse trimestrielle du registre est présentée par la directrice, en réunion de conseil d'école.

Aux termes de l'article R3511-1 du code la santé publique, l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif, prévue à l'article L. 3511-7 du même code, s'applique aux lieux couverts et non couverts fréquentés par les élèves des écoles, pendant la durée de cette fréquentation.

Un exercice d'évacuation doit être organisé au moins une fois par trimestre. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Le registre de sécurité, prévu à l'article R 123.51 du code de la construction et de l'habitation, est communiqué au conseil d'école sur demande. La directrice, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école, peut saisir la commission locale de sécurité.

Chaque année, les modalités de l'organisation des soins et des urgences sont rappelées par le règlement de l'école, en conformité avec le protocole national mis en place par la note de service du 29/12/1999 (protocole publié au B.O. spécial n° 1 du 6 janvier 2000 ; se référer à la page 13 dudit protocole). Par ailleurs, en début d'année scolaire, un formulaire intitulé «fiche d'urgence à l'intention des parents » doit être renseigné et remis à l'école. Cette fiche est conservée à l'école dans un registre spécial et n'est utilisée qu'en cas d'urgence (comme un départ avec les services de secours par exemple).

Durant le temps scolaire, aucun médicament ne peut être administré, hormis dans le cadre d'un PAI (projet d'accueil individualisé), préalablement défini en concertation entre le médecin scolaire et la famille.

Les élèves ne peuvent introduire dans l'enceinte de l'école tout objet de nature à susciter la convoitise (bijoux, console de jeux, téléphones portables...) ou dont l'utilisation pourrait présenter des dangers pour autrui (pistolets factices, objets pointus...). Dans le cadre d'activités scolaires spécifiques, les enseignants peuvent être amenés à autoriser l'introduction de matériel mais dont l'usage sera strictement réglementé.

Il est interdit de manger des bonbons, des sucreries ou des biscuits salés dans l'enceinte de l'école (les sucettes, chewing-gums et chips sont strictement interdits) ; cela à la fois pour des raisons de sécurité et d'hygiène alimentaire.

L'entrée de l'école est interdite à toute personne étrangère au service. L'intrusion au sein d'une enceinte scolaire, sans y avoir été dûment autorisé, constitue une infraction (cf. : article R.645-121 du code pénal).

Les familles sont reçues hors temps scolaire par les enseignants sur rendez-vous préalablement convenu dans le cahier de liaison. La directrice reçoit sur rendez-vous, de préférence lorsqu'elle bénéficie de sa décharge administrative.

Article 7. Surveillance.

La surveillance des élèves, durant les heures d'activité scolaire, doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'état et de la distribution des locaux et du matériel scolaire et de la nature des activités proposées.

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'entrée en classe, soit à 8h20 et à 13h20.

Le service de surveillance, à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est organisé et réparti en conseil des maîtres.

Les enfants sont rendus à la responsabilité des personnes disposant de l'autorité parentale, à l'issue des classes du matin et de l'après-midi, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande de la famille et après inscription préalable auprès des services compétents, par un service de garderie, de cantine ou de transport.

Certaines formes d'organisation pédagogique nécessitent la répartition des élèves en plusieurs groupes rendant difficile une surveillance unique.

Dans ces conditions, le maître, tout en prenant en charge l'un des groupes ou en assurant la coordination de l'ensemble du dispositif, se trouve déchargé de la surveillance des groupes confiés à des intervenants extérieurs (animateurs, moniteurs d'activités physiques et sportives, parents d'élèves, etc ...), sous réserve que :

- le maître assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires,
- le maître sache constamment où sont tous ses élèves,
- les intervenants extérieurs aient été régulièrement autorisés ou agréés conformément aux dispositions des paragraphes 5.4.2 et 5.4.4 ci-après,

- les intervenants extérieurs soient placés sous l'autorité du maître,
- le maître vérifie que toutes les conditions de sécurité des personnes sont réunies

En cas de nécessité, pour l'encadrement des élèves au cours d'activités se déroulant à l'extérieur de l'école sur le temps scolaire, les enseignants peuvent solliciter la participation de parents volontaires agissant à titre bénévole.

Sur proposition du conseil des maîtres de l'école, la directrice peut autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative.

Il sera précisé à chaque fois le nom du parent, l'objet, la date, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

L'intervention de personnes contribuant à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires doit s'inscrire dans les actions pédagogiques intégrées au projet d'école qui est transmis, pour avis, à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription, et validé par le Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale. Elle est soumise à l'autorisation écrite de la directrice, après avis du conseil des maîtres de l'école. Cette autorisation est obligatoire pour tous les intervenants (bénévoles, rémunérés, qualifiés ou non, appartenant ou non à une association cosignataire d'une convention pour l'organisation d'activités impliquant des intervenants extérieurs) ; elle ne peut excéder la durée de l'année scolaire.

Les délégués départementaux de l'éducation nationale sont désignés pour une durée de 4 ans, par circonscription d'inspection, au sein de laquelle ils visitent les écoles pour lesquelles ils ont été désignés. Ils siègent, de droit, au conseil de chacune de ces écoles (code de l'éducation, art. D.241-24 à D.241-35)

Les associations agréées, complémentaires de l'enseignement public, peuvent intervenir dans l'école de façon régulière. Les associations qui ne disposent pas d'un agrément ne peuvent intervenir que de façon ponctuelle, dès lors que la directrice s'est assurée que leurs statuts et leurs buts sont conformes aux principes généraux de l'enseignement public.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'agrément d'intervenants extérieurs qui assumeraient des tâches d'enseignement, dans les domaines visés par la note de service n° 87-373 du 23 novembre 1987, demeure de la compétence du Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale.

Article 8. Concertation entre les familles et les enseignants.

Les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative. A ce titre, ils participent à la vie scolaire, dans le respect, mutuellement consenti, des compétences et des responsabilités assurées par les différents membres de la communauté scolaire.

Le conseil d'école.

La constitution, les attributions et le fonctionnement du conseil d'école sont fixés par les dispositions du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié.

Présidé par la directrice et composé des enseignants de l'école, de représentants des parents d'élèves élus (à raison d'un siège par classe), de l'un des maîtres du réseau d'aides spécialisés intervenant dans l'école, de 2 représentants de la commune et du D.D.E.N., il exerce notamment les compétences suivantes :

- il vote le règlement intérieur de l'école,
- il adopte le projet d'école,
- il donne son avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, y compris dans le domaine de la sécurité des personnes et des biens,
- il donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives ou culturelles,
- il est informé de l'organisation et du fonctionnement pédagogique des classes (principes du choix des manuels et des matériels divers).
- il est informé des conditions de scolarisation des élèves handicapés.

N.B. : L'inspecteur de l'éducation nationale, chargé de la circonscription, assiste de droit aux réunions des conseils d'école.

Autres dispositions.

La directrice organise les réunions des parents d'élèves de l'école à chaque rentrée scolaire, et chaque fois que la vie de la communauté scolaire l'exige. Elle les tient informés du fonctionnement général de l'école ainsi que du fonctionnement particulier des classes.

Article 9. Dispositions finales.

Le règlement intérieur des écoles maternelles et des écoles élémentaires publiques est établi par le conseil d'école compte tenu des dispositions du règlement départemental.

Il est approuvé ou modifié chaque année lors de la première réunion du conseil d'école.

Il est affiché dans l'école et à disposition des membres élus du Conseil d'Ecole.